



# LE DROIT À UNE ÉDUCATION SÛRE ET DE QUALITÉ RESTE INACCESSIBLE POUR DES MILLIONS D'ENFANTS AU CAMEROUN

Septembre 2023



**EDUCATION  
CANNOT  
WAIT**

The global fund for education in emergencies

Le consortium Education Cannot Wait - Programme pluriannuel de résilience au Cameroun

## APERCU DE LA SITUATION DE L'EDUCATION AU CAMEROUN

Les conflits armés constituent l'un des obstacles les plus dévastateurs à l'éducation. Les écoles et les universités - lieux de développement et de cohésion sociale - sont attaquées pour répandre la peur, puis fermées ou abandonnées en raison de l'insécurité et du dysfonctionnement. Face à une telle menace, les enfants, les étudiants et les enseignants sont privés de leur droit d'accéder à une éducation de qualité.

En raison de l'impact des trois crises humanitaires qui touchent le Cameroun, dont l'épidémie de choléra et les inondations récurrentes dans l'Extrême-Nord, **1,4 million d'enfants en âge scolaire ont besoin d'une aide humanitaire en matière d'éducation en 2023**. Ces besoins sont causés et exacerbés principalement par les défis structurels du secteur de l'éducation, notamment la violence, les menaces et les attaques contre les écoles. Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, environ 482 000 enfants en âge scolaire, dont 366 654 déplacés internes, ont besoin d'une aide humanitaire. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, on estime que 667 000 enfants en âge scolaire ont besoin d'une aide humanitaire, dont 367 000 déplacés internes.

**À la fin de l'année scolaire 2022-23, des milliers d'écoles étaient fermées au Cameroun**, soit parce qu'elles étaient la cible directe d'attaques de groupes armés non étatiques (GANE), soit parce que les enseignants ont fui, ne laissant personne pour enseigner, soit parce que les parents sont trop effrayés pour envoyer leurs enfants à l'école ou sont eux-mêmes dans un processus de déplacements forcés répétés vers des zones plus sûres. La propagation des conflits a un effet de plus en plus dévastateur sur l'accès et la continuité de l'apprentissage, affectant l'avenir de générations entières d'enfants. Des exemples illustratifs montrent qu'entre 2020 et 2021, le Cameroun a enregistré 145 attaques d'écoles, avec 263<sup>[1]</sup> élèves et éducateurs blessés, ainsi que des violences sexuelles à l'école ou sur le chemin de l'école.<sup>[2]</sup>

**Le nombre d'enfants non scolarisés au Cameroun s'élevait à 346 513 en 2019**.<sup>[3]</sup> Pour les enfants déplacés de force, l'accès à l'éducation est encore plus difficile. En 2022, les attaques contre les écoles et les infrastructures éducatives se sont poursuivies à un rythme similaire à celui des années précédentes, compromettant gravement le fonctionnement du système éducatif dans les principales zones de crise du pays. Les attaques, qui impliquent souvent des tirs d'armes à feu, des meurtres, des incendies criminels et des enlèvements, ont entraîné la fermeture de 68 % et 39 % des écoles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ce qui porte à 2 245 le nombre total d'écoles qui ne fonctionnent toujours pas dans ces deux régions en raison de la violence.<sup>[4]</sup>

## REPONSES DES PARTENAIRES

Le programme pluriannuel de résilience financé par Education Cannot Wait (ECW) a obtenu une subvention de démarrage de 25 millions de dollars, permettant la construction et la réhabilitation de salles de classe, de points d'eau et de blocs de latrines. Un soutien a également été apporté à la validation technique de la politique nationale d'éducation inclusive, à l'acquisition de matériel scolaire et à l'identification des enfants vulnérables en vue d'un soutien ciblé. En outre, les partenaires du secteur de l'éducation se sont activement engagés dans la préparation de l'évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation, en identifiant les besoins urgents et les priorités. Une session d'orientation sur la Déclaration pour des écoles sûres a été organisée, avec le soutien technique de la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques.<sup>[5]</sup>

Malgré ces initiatives, des défis subsistent. L'instabilité de la situation sécuritaire, en particulier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, continue d'entraver les progrès. Le manque de financement est également un obstacle à la réalisation complète des objectifs prévus, impactant des milliers d'enfants et entravant les services éducatifs essentiels, étant donné qu'**en août 2023, seuls 19,2 % des fonds requis pour la réponse humanitaire au Cameroun ont été reçus, avec moins de 4 % des besoins du secteur de l'éducation reçus pour 2023**.<sup>[6]</sup>

[1] Attacks on education dataset 2020-2021

[2] Education Under Attack 2022

[3] Cameroon - Children Out Of School - Primary

[4] HNO 2023

[5] Cameroon Humanitarian SitRep Mid Year 2023

[6] OCHA situation report Aug 2023

# RECOMMANDATIONS

Conformément à la résolution 2601 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la protection des écoles dans les conflits armés,<sup>[7]</sup> nous appelons le gouvernement du Cameroun, toutes les parties au conflit et la communauté internationale à :

**1. Adopter des approches holistiques, intégrées et multisectorielles pour la mise en œuvre des protocoles et cadres pour des écoles sûres**, en veillant à ce que des organes de décision et des mécanismes de coordination inclusifs et transparents soient mis en place et fonctionnent pour rendre opérationnelle et mettre en œuvre la Déclaration sur la Sécurité dans les Ecoles (DSE).<sup>[8]</sup>

**2. Négocier immédiatement la non-occupation des écoles par les parties au conflit et la réouverture des écoles fermées**, en prenant des mesures concrètes - par exemple, par le biais de la législation, des ordres permanents et de la formation - pour mettre fin à l'utilisation militaire des écoles et, au minimum, mettre en œuvre les lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés.

**3. Élaborer et mettre en œuvre des plans d'intervention fondés sur des données quantitatives et qualitatives, en accordant la priorité aux personnes les plus exposées**, en mettant en place des systèmes d'alerte précoce et des plans d'intervention d'urgence (en consultation avec les communautés scolaires), en renforçant les capacités du personnel éducatif et en formant les enfants et les enseignants à l'autoprotection, notamment par le biais de l'approche commune des écoles sûres.<sup>[9]</sup> En outre, le gouvernement camerounais et la communauté internationale devraient accorder une priorité accrue aux enfants vivant dans des zones difficiles d'accès, ainsi qu'aux autres enfants marginalisés, y compris les enfants déplacés à l'intérieur du pays et les réfugiés.

**4. Renforcer les solutions d'apprentissage alternatives, innovantes, accélérées et flexibles pour la continuité de l'éducation**, en introduisant ou en développant des initiatives qui favorisent la poursuite de l'apprentissage pour les enfants qui ont dû abandonner l'école ou ceux qui ont connu de longues interruptions dans leur apprentissage. Pour ce faire, les ministères en charge de l'éducation doivent faire preuve de souplesse dans leurs approches et les partenaires doivent être innovants et expérimenter diverses options d'éducation alternative, y compris l'apprentissage à distance.

**5. Augmenter les financements prévisibles, flexibles et à long terme pour l'éducation dans les situations d'urgence**, en plaidant pour une augmentation des allocations budgétaires permettant des déboursements flexibles. En outre, les bailleurs de fonds devraient promouvoir les synergies et les complémentarités de financement afin d'en assurer une utilisation optimale, et financer des mesures spécifiques pour prévenir, atténuer et répondre aux attaques contre l'éducation dans le cadre du lien entre le développement et l'aide humanitaire.

[7] United Nations Security Council (2021). [Resolution 2601 on the protection of schools in armed conflict](#)

[8] [Safe School Declaration](#)

[9] [Safe School common approach](#)